

Les réponses d'Alternatives et Autogestion 68 au thème 2 de L'Alterpresse68 :

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENVIRONNEMENT, EMPLOI

Pour quels intérêts et quel type de développement économique la réforme territoriale a-t-elle été conçue, en réalité ?

1. *Comment vous situez-vous face à ces évolutions appelées à s'accélérer dans le cadre de la réforme territoriale ? Si vous les redoutez, ne craignez-vous pas de les cautionner une fois embarqués institutionnellement dans la nouvelle « grande région » ? Quelles évolutions préconiserez-vous dans votre programme ?*

Une réforme territoriale est absolument nécessaire. Mais pas sur le périmètre, comme l'a fait le gouvernement Valls. Il n'a pas osé s'attaquer au vrai problème : supprimer les départements et améliorer le fonctionnement des institutions territoriales en donnant plus de responsabilité et d'autonomie aux régions.

Nous voulons :

- le retour à des régions historiques et cohérentes, dont l'Alsace.
- L'accroissement de ses pouvoirs, notamment en matière de budget, de fiscalité, de développement économique, de culture et d'éducation
- La possibilité de moderniser le droit local sans passer le Parlement national.
- La suppression des départements pour permettre le gouvernement au plus près de la vie des citoyens, avec 3 niveaux : la commune, la métropole (ou le « pays », dans les territoires moins denses), la région.

2. *Quelles mesures à prendre en Alsace pour que notre Région puisse faire valoir ses intérêts et ses volontés dans une instance où elle sera minoritaire ?*

L'intérêt des Alsaciens, des Lorrains et des Champardennais est de démonter immédiatement l'ACAL pour construire du solide. Le bricolage et le mécano institutionnel à la Gribouille du tandem Valls-Hollande ne peut plus durer. Voter « Non à l'Alcal, oui à nos régions » permettra de convoquer immédiatement un référendum sur cette question et de redonner la parole aux citoyens.

3. *Les activités à initier pour assurer le développement économique en Sud Alsace. Quelles coopérations avec les territoires voisins (Franche-Comté, Allemagne, Suisse Bâle et Jura...)*
4. *Où se situent les potentiels de créations d'emplois ?*

La Région n'est pas un « capitaine d'industrie », comme plaisent à se croire certains élus. Demandez à J.-P. Masseret qu'il tire un bilan de l'aventure Skylander, qui a coûté 17 millions d'euros aux Lorrains pour un projet aéronautique fantaisiste !

La Région doit recentrer son soutien aux PME, artisans, agriculteurs locaux et à l'Economie Sociale et Solidaire grâce à une banque régionale d'investissement et surtout se focaliser sur l'essentiel : la formation. Le manque de formation est la première cause du chômage de nos jeunes et le principal frein à l'implantation en Sud Alsace d'activités nouvelles.

Cet effort de formation doit être aussi mené en faveur du bilinguisme et de la promotion d'une culture rhénane de l'emploi. Le développement du Sud Alsace passe par la coopération avec nos voisins suisses et allemands.

Il ne s'agit pas de produire plus mais de produire mieux, des biens et des services utiles qui améliorent notre qualité de vie. Le productivisme est dépassé, mais cela ne veut pas dire qu'il faille renoncer à toute ambition industrielle. Avec les universités, la région a un rôle à jouer dans la recherche, en créant du lien entre les différents acteurs sociaux, économiques et culturels.

Par exemple, pourquoi ne pas développer avec le Territoire de Belfort et la région de Montbéliard un pôle « Train/Transport en commun » en synergie avec le secteur automobile et le pôle « véhicule du futur » ? Pourquoi ne pas structurer avec nos voisins vosgiens une filière bois, un secteur plein d'avenir ? Ou relancer le secteur de la chimie fine en synergie avec Fribourg et Bâlois ?

5. L'environnement : qualité de vie et certains modes de développement économique sont-ils compatibles ? Les conditions requises pour la fermeture de Fessenheim et de Stocamine ?

L'Alsace peut devenir leader du démantèlement des centrales nucléaires, un marché gigantesque. Commençons au plus vite par Fessenheim ! Même chose pour Stocamine : il faut apprendre à traiter les déchets et cesser de les entasser.

A Freiburg, des entreprises innovantes inventent les énergies renouvelables de demain : solaire, géothermie, biomasse... Là encore, notre indépendance énergétique et notre qualité de vie passe par la coopération transfrontalière.

L'isolation thermique des bâtiments représente des gisements d'emplois considérables. Arrêtons les promesses et investissons massivement dans ce secteur, notamment par l'autopromotion immobilière. Tout Mulhouse en a bien besoin. Des partenariats avec l'Université de Belfort-Montbéliard, très en pointe sur ces sujets, sont possibles.

6. L'activité rurale et les moyens de relancer l'agriculture : quels choix pour l'Alsace et comment faciliter leur mise en œuvre ?

Tout le monde a droit à une alimentation de qualité. On doit faciliter l'installation des petites exploitants, en particulier ceux qui s'orientent vers le bio et les filières de qualité qui respectent le bien-être animal et la santé du consommateur.

Dans la vallée du Rhin, l'agriculture est beaucoup trop intensive, mieux vaut prendre exemple sur la rive droite, plus variés, avec des cultures maraîchères, des bocages et pas seulement du maïs.

Un réseau de transport collectif dense et efficace, trains et bus, peut maintenir la vie dans nos villages, dans nos vallées et permettre à chacun de vivre dans un environnement de qualité tout en rendant les grandes villes accessibles à tous.

7. La politique de transport public dans la région : quel schéma de transport pour la nouvelle région et son financement, la gratuité est-elle une option crédible ?

Qui va régulièrement de Colmar à Reims ou de Strasbourg à Charleville-Mézières ? L'ACAL n'a pas plus de cohérence dans ce domaine que dans les autres. En revanche, il faut développer les relations Epinal-Mulhouse via Belfort, renforcer l'axe Strasbourg- Sarrebruck et rouvrir la ligne Colmar-Freiburg !

Plutôt que d'investir dans le TGV, très coûteux, nous avons besoin de transports collectifs régionaux qui maillent le territoire et qui soient le moins cher possible pour l'utilisateur.

Il faut aussi développer le ferroutage plutôt que construire le Grand Contournement Ouest à Strasbourg qui va encore intensifier la circulation des poids lourds dans notre plaine d'Alsace.

8. Le droit local en matière de sécurité sociale : le préserver ou non, avec quelles adaptations ?

Pourquoi démolir quelque chose qui marche et qui protège bien les assurés dans le cadre du service public ? La sécu d'Alsace-Moselle devrait au contraire être étendue à l'ensemble du territoire français !

9. La dette des collectivités : comment régler ce problème et dégager les moyens financiers pour l'investissement dans le développement économique et social ?

Elu-e-s au Conseil régional, nous chercherons à retrouver une souveraineté financière en dénonçant les emprunts toxiques qui minent nos collectivités territoriales, en mettant sur pied une banque régionale qui collecte l'épargne locale vers les entreprises et associations alsaciennes, en créant des monnaies complémentaires pour stimuler l'activité là où les euros manquent, comme à Mulhouse. Face au désengagement de l'Etat, qui diminue les DGF (Dotations Globales de Fonctionnement) et étouffe les collectivités, nous devons obtenir de nouvelles marges de manœuvres fiscales en décidant nous-mêmes de nos impôts et de leur répartition.